

# Entre alliances stratégiques et questions internes, quelle place pour l'Europe du Sud-Est ?

Arta SEITI | Chercheuse en relations internationales, chargée d'enseignement à l'Université catholique de Lille (FLSH), responsable du groupe d'études balkaniques à l'Institut prospective et sécurité en Europe (Ipse) et auteure du *blog Passions électives*.

**Note préliminaire :** Ceci est une version développée de l'intervention de l'auteure lors du séminaire fermé Ipse/RDN du 24 avril 2018, intitulé « Positionnement des acteurs internationaux et leviers stratégiques dans l'Europe du Sud-Est ».

À l'heure où les États-Unis se sont retirés de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien (signé en juillet 2015), alors que la Russie tente de marquer le pas en s'affichant sous la forme d'un trio inédit avec Israël et la Serbie dont les Présidents des deux derniers États assistaient aux commémorations du 9 mai, le Jour de la Victoire, comment analyser la position adoptée par la Serbie – allié historique de la Russie – sur l'échiquier international et notamment à l'égard de la région du Sud-Est européen ?

Essayons dans cette synthèse de ne pas faire montre d'angélisme à l'égard de la région considérée et d'étayer les questions essentielles qui la hantent.

## Un espace rencontrant de nombreuses difficultés internes

Dans un premier temps, observons que cette région souffre de questions intérieures similaires et dispose d'un socle anthropologique et historique commun aux États de l'ex-Yougoslavie. Des crises politiques intérieures comparables rongent les gouvernements balkaniques où règnent simultanément un système bipartisan, des offres politiques de faible contenu ne permettant pas d'effectuer un autre choix, ni d'élaborer une véritable alternative politique.

De surcroît, des questions sociales et économiques, transversales à toute la région Sud-Est (Balkans), sont intensément posées : celles de la crise démographique, du faible taux de fécondité et d'un taux de natalité en forte baisse, d'un chômage important ; une orientation puissamment sous-jacente en Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM). Pour cause, ces éléments traduisent



une société souffrante d'une structure familiale en perte de repères sociaux et encline à un vieillissement qui s'accroît en face d'une jeunesse qui quitte l'Europe du Sud-Est.

Rappelons que les défaillances liées à l'État de droit et l'opacité rendant peu discernables les limites entre parties légale et illégale, entre sphères publique et privée, laissent la place à une oligarchie corrompue. Ainsi, une criminalité liée à un important trafic de stupéfiants se fait-elle récurrente au point d'être ressentie comme une plaie véritablement obsédante pour les peuples concernés et source d'un désarroi.

L'espace Sud-Est européen s'est transformé en un terrain stratégique dans la mesure où la précarité et la fragilité des petits États balkaniques nés tardivement n'offrent ni stabilité, ni autonomie politique intérieure ou extérieure. En effet, cet espace se retrouve-t-il au carrefour des convoitises et des multiples stratégies mises en œuvre par les différents acteurs internationaux. D'ailleurs, les enjeux internationaux étant complexes et diversifiés, il en résulte des convergences et des divergences politiques à géométrie variable qui s'affichent et sont à l'œuvre.

### **Un espace qui suscite des convoitises**

Les gouvernements balkaniques subissent un euroatlantisme qui se veut aller dans un sens, celui du volet militaire atlantique, perçu souvent comme une facilité voire passerelle aux regards des politiques inadéquates des institutions de l'UE qui s'enlisent. Par ailleurs, ils accumulent une série de crises internes et leur attentisme quant à un « élargissement » que l'on distille tout en proposant d'ouvrir les négociations d'adhésion à l'UE récemment pour l'Albanie et l'ARYM, ne fait que provoquer un désenchantement des peuples à l'égard de l'UE.

Notons que dans ce contexte, la Chine foisonne de projets d'infrastructures tout en faisant montre d'une certaine lenteur en raison, entre autres, de réticences et craintes de la part des États européens à l'égard des « nouvelles routes de la soie ». Or, une prudence stratégique chinoise est de mise à l'endroit d'acteurs œuvrant dans la région comme la Russie, les États-Unis et la Turquie. Nonobstant cette patience érigée au rang d'impératif politique, sa ligne de conduite laisse entendre qu'elle n'aurait aucun intérêt à se trouver en porte-à-faux avec les États-Unis à moyen et à long termes et, qu'en bonne observatrice, ses liens avec la Russie ne se rejoignent pas toujours en tous points, notamment en Asie centrale où cette effervescence chinoise semble prévaloir sur toutes autres considérations.

La Russie est omniprésente en Serbie. Elle la réarme, la Serbie bénéficiant d'un statut de neutralité militaire et jouissant d'une extériorité à l'égard de l'UE bien que candidate à l'adhésion. Quand la Russie continue d'apporter un soutien stratégique à l'égard d'une Serbie volontairement ambiguë, elle laisse aussi entendre qu'une adhésion pleine de la Serbie à l'UE, pourrait ne pas s'avérer

compatible avec le principe de l'accord du libre-échange que la Serbie a signé avec l'Union économique eurasiatique. Cela dit, une convergence géopolitique renforcée par les liens de la religion orthodoxe, mise en avant par la politique étrangère russe, atteint certaines limites si l'on observe actuellement un infléchissement de positionnement russe dans la région balkanique. Reste à savoir si l'Europe du Sud-Est profitera du gaz russe par le biais de Turkstream. À cet égard, un second tronçon de ce projet, semble prendre la direction de la Bulgarie et de la Serbie, les deux pays étant à l'évidence les grands perdants de la suspension du South Stream.

Ainsi la Turquie, à l'initiative de la Russie après l'arrêt de South Stream, devient-elle une pièce maîtresse dans les enjeux énergétiques, un choix révélateur qu'il faudrait prendre en considération quand on analyse la position de force de la Turquie, menant une stratégie sur plusieurs tableaux en Europe du Sud-Est comme ailleurs. Elle fait déjà partie d'une alliance tactique avec la Russie et cette entente de conjoncture se décline cas par cas dans l'Europe du Sud-Est. S'étant déjà imposé comme acteur économique, un médiateur, un investisseur notable pour les objets de cultes, la Turquie se presse-t-elle de revendiquer aussi un récit national évoquant une idéologie impériale s'agissant de l'histoire du Sud-Est européen ainsi que de la Grèce. Lorsque la Turquie soutient l'adhésion de l'ARYM à l'UE et surtout à l'Otan, elle ne rejoint aucunement la position russe qui perçoit l'élargissement de l'Otan comme une menace. Alors que l'UE fait de la Turquie un enjeu crucial de la crise migratoire qui semble revenir en force à travers la voix de l'Allemagne, l'appui de l'Otan à l'égard de la Turquie n'en demeure pas moindre. De ce fait, cette nouvelle donne stratégique tend à ouvrir un espace à la Turquie, sur fond d'incohérences européennes.

Quant aux États-Unis, l'incertitude se dissipe et la priorité euroatlantique démontre que l'UE rejoint la politique étrangère américaine et les gouvernances ne font que mimer, depuis les années 1990, la même voie. Il convient de souligner un retour de la Grande-Bretagne dans la région : l'ouverture du service en langue serbe de *BBC News* et d'autres initiatives relatives à la stabilité et la sécurité régionale le démontrent. À la veille du Sommet UE-Balkans du 17 mai 2018 qui se déroulera à Sofia, à l'heure où nous écrivons ces lignes, l'on voit mal se décliner une stratégie de fond pourtant nécessaire pour cette région.

### **À quand une politique de fond pour une coopération régionale ?**

Une fois mises au point ces alliances qui convergent et divergent à la fois, quelle place pour cette région, parvenue à un seuil fragile où l'islam radical fleurit et quelle orientation pourrait pallier les lourdeurs des Accords de Dayton (1995) ? Quel tournant pour l'Accord Belgrade-Pristina (2013) suspendu à cause d'un conflit d'interprétation ?



Comment compte-t-on unir les projets de ces États en laissant plus de place à l'initiative des peuples dans l'élaboration d'une feuille de route qu'ils fassent leur et qu'ils puissent maîtriser ? N'y aurait-il pas intérêt à définir une mobilité circulaire à l'intérieur de la région et au-delà alors que des accords trilatéraux voient le jour avec les pays de l'Europe centrale et de la Méditerranée ? A-t-on pensé à une stratégie de sécurité régionale au lieu de donner une place prépondérante aux institutions atlantiques ?

En clair, au-delà des organisations atlantiques ou européennes, comme des investissements directs étrangers et des acteurs extérieurs qui y sont impliqués (Chine, Russie, Turquie, États du Golfe), peut-on espérer qu'émerge un jour prochain un véritable débat sur ce qui pourrait fonder un projet de coopération régionale susceptible de renforcer des démocraties encore fragiles et de tracer la voie pour un développement économique coordonné et maîtrisé par les acteurs directement concernés : les peuples de la région du Sud-Est européen eux-mêmes.